

La famille de Lokman Slim dénonce la suspension de l'enquête



La famille de l'intellectuel libanais Lokman Slim, un opposant au Hezbollah pro-iranien assassiné il y a quatre ans, a dénoncé dimanche la suspension de l'enquête par la justice libanaise.

« C'est déjà la quatrième commémoration » de l'assassinat de Lokman Slim « et justice n'a pas été rendue, bien au contraire », a déclaré sa veuve, Monika Borgman, dénonçant le fait qu'un nouveau juge, « très proche du Hezbollah », ait été chargé du dossier après le départ à la retraite de prédécesseur. Elle a ajouté que la famille avait demandé à deux reprises que ce juge soit dessaisi du dossier. « Mais dès qu'il l'a su, il a ordonné de suspendre l'enquête sine die », a assuré Monika Borgman, de nationalité allemande.

« Impunité : c'est le message délivré aux tueurs et à leurs maîtres », a-t-elle martelé lors d'une cérémonie en présence de personnalités politiques et d'ambassadeurs occidentaux commémorant l'assassinat de l'intellectuel chiite le 3 février 2021.

Lokman Slim, 58 ans, avait été retrouvé mort dans sa voiture, tué par balles, dans le sud du pays, où le Hezbollah est fortement implanté. Partisan acharné de la laïcité, il était l'une des rares voix dissidentes au sein de sa communauté, dénonçant sans relâche la formation pro-iranienne. Cet activiste et chercheur, dont le travail portait notamment sur la mémoire de la guerre civile libanaise (1975-1990), avait affirmé avoir été menacé à plusieurs reprises avant son assassinat. Peu avant son assassinat, il avait répété lors d'entretiens à la télévision que le Hezbollah prenait le Liban en otage pour le compte de l'Iran.

En 2023, des rapporteurs spéciaux de l'ONU avaient déjà critiqué la lenteur de l'enquête.

Une source judiciaire libanaise a indiqué dimanche à l'AFP que « le juge a achevé son enquête et n'est pas parvenu à déterminer l'identité des auteurs de l'assassinat de Lokman Slim ». Elle a cependant ajouté que l'enquête pourrait être rouverte si de nouveaux éléments apparaissaient.

Sa veuve a affirmé dimanche que l'enquête avait recueilli tous les éléments nécessaires, dont les images des caméras de surveillance et des analyses d'ADN, « à l'exception des noms des assassins ».

De nombreuses personnalités et organisations opposées au Hezbollah ont également critiqué la décision de la justice et interpellé le nouveau binôme à la tête de l'exécutif : le président de la République Joseph Aoun et le Premier ministre désigné Nawaf Salam. « Le traitement des informations révélées par Monika Borgmann sur l'absence d'enquête au sujet de l'assassinat de Lokman Slim est un test décisif pour la nouvelle présidence libanaise et pour l'engagement du nouveau gouvernement à mettre le Liban sur la voie de la construction de l'État ou non. Pas d'excuses ! », s'est exclamé la fondation Samir Kassir sur son compte X.

« Quatre ans depuis l'assassinat de Lokman Slim, le tueur est toujours protégé et en liberté, tandis que le système de meurtre et d'impunité continue d'occulter la vérité et de fermer le dossier, comme l'a démontré une fois de plus l'acte d'accusation scandaleux qui a conclu l'enquête et s'est contenté d'inculper des personnes inconnues », a commenté Michel Moawad, député de Zghorta et membre du bloc du Renouveau, tout comme Mark Daou, député issu de la contestation. « Les noms des criminels connus seront écrits dans les pages de la honte, et l'aube de la justice se lèvera, ne serait-ce qu'après un certain temps. L'assassinat de Lokman Slim est une tentative désespérée de faire taire la parole de vérité. Ses paroles resteront un témoin des crimes d'injustice et d'oppression », a écrit l'élu du Chouf.

La cérémonie qui s'est tenue dimanche soir a également été l'occasion de remettre le prix annuel de la fondation Lokman Slim. Celui-ci a été attribué à la journaliste Sobhiya Najjar pour sa série documentaire intitulée « La justice est le fondement de la royauté », abordant le coût humain de l'impunité au Liban.